

Marchandages

Mesamarat al-Gayb, 23 septembre 1945

Jamais la vie des hommes n'a été tenue à si bas prix qu'elle ne le fut durant la Seconde Guerre mondiale, et jamais la dignité des peuples n'a été tenue à si bas prix qu'elle ne l'est dans cette paix nouvelle. Les âmes des hommes s'éteignaient, leur propre sang se répandait, leurs propres moyens de subsistance étaient détruits, leurs propres espoirs brisés, sans nul compte à en rendre, tout au long de la guerre.

Tout cela se produisait, que la guerre elle-même l'exigeât ou non : des sacrifices étaient offerts, sur terre, sur mer et dans les airs, parmi les soldats et les combattants ; des sacrifices étaient offerts, dans les villes et les villages, parmi les civils à qui la sécurité aurait dû être garantie, présumés à l'abri des ravages de la guerre. Puis les Allemands et les Japonais offraient encore d'innombrables sacrifices supplémentaires, par dizaines de milliers, parmi des prisonniers pour qui la guerre aurait déjà dû être terminée. Tout cela indiquait une seule et même chose : que l'humanité civilisée avait entièrement perdu la raison, était devenue véritablement folle, poussée par ses propres instincts effrénés vers une horreur formidable ne épargnant rien, ni personne.

Puis la guerre déposa son propre fardeau, et il sembla, à quiconque demeurerait sur cette terre, que les âmes humaines avaient enfin été préservées, que le sang avait enfin été épargné, que la sécurité était devenue véritablement garantie, pour les soldats comme pour les civils. Cela est peut-être vrai, dans une certaine mesure : les canons se sont bien tus, les épées ont bien été rengainées, et le ciel et la mer ne demeurent plus cette présence cachée et insondable, susceptible de révéler soudain, à tout instant, des avions déversant l'horreur depuis la voûte céleste elle-même, ou des sous-marins lançant la mort depuis les profondeurs mêmes de l'eau.

Quiconque demeurerait sur cette terre crut que ces mêmes horreurs épouvantables avaient été le prix cher payé pour un monde nouveau, où la paix et la sécurité pourraient enfin s'établir, et où les peuples pourraient préserver leur propre dignité, et leur propre inviolabilité. Et pourquoi les hommes n'auraient-ils pas cru cela, quand leurs propres dirigeants leur en parlaient sans cesse, le répétaient, le réitéraient, durant six années entières — au point que Churchill, Staline, Roosevelt, Truman, Attlee, et d'autres dirigeants et notables, devinrent, aux yeux

mêmes des hommes, les messagers mêmes d'une vie digne et sûre pour tous les peuples de la terre, sans distinction entre le fort et le faible, ni entre le grand et le petit.

À peine quelques semaines s'étaient-elles écoulées depuis la fin de la guerre que ces mêmes croyances commencèrent à se révéler fausses, ces mêmes espoirs commencèrent à se révéler déçus ; certains journaux britanniques se mirent à déclarer ouvertement cette déception, cette fausse croyance, et l'angoisse véritable qui emplissait le cœur des hommes ; le Manchester Guardian se mit à presser instamment la Grande-Bretagne de garder ses propres mains pures de ces mêmes péchés que la cupidité était sur le point de commettre, çà et là, en telle ou telle partie de la terre.

Les hommes croyaient que ceux qui délibéraient à Potsdam délibéraient précisément pour établir la sécurité, la paix, le bien-être, et la dignité de tous les hommes de la terre à la fois, y compris ceux contre qui la roue de la guerre avait tourné, et qui s'étaient trouvés contraints à la défaite et à la capitulation. Les hommes croyaient, aussi, que ces mêmes délégués avaient posé les fondations de cette vie nouvelle et digne, et avaient établi un Conseil des ministres des Affaires étrangères, chargé de se réunir à Londres pour coordonner et organiser, et pour montrer à chaque nation sa propre place assignée dans ce paradis jadis perdu, désormais retrouvé — un paradis où la vérité, la justice et l'équité porteraient des fruits que les hommes n'avaient même jamais osé imaginer.

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères se réunit donc, et se mit à répartir ce même paradis entre ses propres habitants — pour découvrir ce paradis sur le point de se transformer en un véritable enfer, pour les vainqueurs comme pour les vaincus, pour les forts comme pour les faibles à la fois ! Les vainqueurs, pour leur part, se trouvent véritablement tourmentés par ce même butin abondant, emplissant leur propre cœur de cupidité, d'avidité, d'arrogance et d'insolence, incapables de s'accorder entre eux sur la manière de le partager, chacun voulant la part du lion pour lui-même, laissant aux autres la part du renard, et celle du chacal.

Les vaincus, pour leur part, se trouvent véritablement tourmentés par la lutte violente qui entoure désormais leurs propres fragments déchirés, leurs propres restes épars — sachant qu'ils seront dévorés, mais ignorant qui exactement les dévorera. Et il en existe d'autres

encore, qui n'ont ni vaincu ni été vaincus, mais qui souffriront pourtant, tout autant que souffrent les vainqueurs, ou que souffrent les vaincus — tourmentés par la cupidité pour ce à quoi ils n'ont nul droit véritable, ou tourmentés par la peur de ce qu'ils n'auraient jamais dû craindre du tout. Toutes ces nouvelles nous arrivant de Londres, si elles prouvent quelque chose, ne prouvent que ceci : que Londres abrite désormais un véritable et vaste marché d'achat et de vente, un marché où les droits des peuples s'achètent et se vendent, soumis à un magnifique marchandage — dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a rien à voir, de près ou de loin, avec la préservation de la dignité des peuples.

Ces mêmes marchandages prennent toutes les formes et toutes les variétés possibles : marchandages entre vainqueurs, marchandages entre vaincus, marchandages entre neutres. Qui, par exemple, gèrera les affaires des propres colonies africaines de l'Italie ? Un conseil international, présidé par un gouverneur général, les gèrera-t-il ? Mais comment ce même gouverneur général sera-t-il choisi ? De quelle nation sera-t-il choisi ? Choisi parmi les nations victorieuses ? Et, si oui, laquelle d'entre elles — britannique ? russe ? américaine ? Ou choisi parmi les nations vaincues ? Et, si oui, quelle valeur conserve alors la victoire elle-même ? Ou choisi parmi les nations neutres ? Et, si oui, pour quoi les nations belligérantes ont-elles versé le sang de leurs propres fils ?

Et ce conseil international de tutelle lui-même — comment sera-t-il constitué ? Parmi quelles nations ses propres membres seront-ils choisis ? Parmi les nations victorieuses, ou vaincues, ou neutres, ou libérées ? On pourrait tourner en rond dans ce même cercle, exactement comme y tourne le Conseil des ministres des Affaires étrangères lui-même, jusqu'à ce que le pur effort vous épuise, et que le vertige vous saisisse. Ou bien faudrait-il confier la gestion de ces mêmes colonies, plutôt, à une tutelle individuelle, une seule puissance victorieuse en assumant seule le fardeau ? Et, si oui, quelle puissance victorieuse pourrait bien assumer un tel fardeau ? La Grande-Bretagne, qui a conquis la Libye, et en a chassé les vaincus ? Qui ne verrait nullement d'inconvénient à faire de Tripoli une base navale d'une réelle importance, si elle venait à être rattachée à Malte ? Qui ne verrait nullement d'inconvénient à faire de la Cyrénaïque une base pour ses propres forces terrestres, navales et aériennes, d'où surveiller l'Égypte, si les circonstances devaient un jour la contraindre à évacuer l'Égypte elle-même — évacuation qu'elle est parfaitement capable d'effectuer, mais qu'elle préférerait plutôt mener vers l'ouest, en s'établissant en Cyrénaïque, et vers l'est, en s'établissant

en Palestine, demeurant ainsi véritablement proche de son propre amie et alliée, l'Égypte, prête à répondre à son premier appel, et à voler à sa défense à la moindre agression.

Ou bien faudrait-il confier plutôt cette tutelle à la Russie, qui s'est véritablement lassée de son propre isolement au sein de son vaste territoire, si violemment coupé de la Méditerranée, et dont le propre désir de la Méditerranée, la propre nostalgie de s'établir sur une partie de ses côtes, s'est faite si longue ? La Grande-Bretagne, après tout, possède ses propres colonies, et des territoires qu'elle administre sous mandat — la Russie ne possède aucune colonie, et ne désire nul colonialisme, mais demeure, malgré tout, une puissance victorieuse, ayant droit, comme toute autre, à son propre mandat ; une puissance civilisée, dont le propre devoir est de civiliser les peuples, exactement comme les autres puissances les civilisent.

La Grande-Bretagne civilise un grand nombre de peuples, et occupe des positions distinguées à travers toute la Méditerranée — serait-ce donc trop demander que d'accorder à la Russie la civilisation du peuple libyen, et son propre établissement sur cette même partie de la côte méditerranéenne ? L'Amérique, quant à elle, mérite un mandat non moins que ces deux puissances, et se tient tout aussi prête qu'elles à civiliser les peuples — pourquoi ne recevrait-elle pas, elle aussi, un mandat en Libye ? Et même si elle ne réclamait pas elle-même un tel mandat, sans en avoir besoin, le moindre bon goût exigerait qu'on le lui offre malgré tout, par courtoisie, en reconnaissance de ses propres efforts, et pour l'encourager à servir l'Europe en temps de paix exactement comme elle l'a servie en temps de guerre. La France, elle aussi, est la propre voisine de la Libye, et une voisine détient un véritable droit de préemption — pourquoi la France ne recevrait-elle donc pas un mandat pour administrer la Libye ? L'Égypte, de même, est la propre voisine de la Libye, et son propre droit de préemption n'est pas moindre que celui de la France — que la terre soit donc partagée entre la France et l'Égypte : la France administrant la colonie de Tripolitaine, l'Égypte administrant la colonie de Cyrénaïque.

Les marchands de Londres faillirent presque oublier l'histoire tout entière — jusqu'à ce que la Grèce leur rappelât qu'elle-même possédait autrefois, dans l'Antiquité, en une époque et un temps révolus, une colonie véritablement importante en Cyrénaïque ; qu'elle demeure, par ailleurs, l'une des puissances de la Méditerranée, dont le propre peuple montre une inclination véritablement forte vers l'émigration ; qu'elle a pris une part réelle et véritable à la guerre, ses propres fils

ayant participé à la conquête de la Cyrénaïque aux côtés de la Huitième Armée — ne serait-il donc pas tout à fait raisonnable de lui accorder un morceau de terre sur lequel établir une colonie à l'époque moderne, exactement comme elle y établit jadis sa propre colonie dans l'Antiquité ?!

Les Américains, pour leur part, n'oublient jamais l'histoire non plus, et n'ont pas non plus d'aversion pour la clémence et l'équité — ils rappellent que l'ancien Empire romain possédait autrefois la Libye, que l'Italie moderne l'a colonisée, et que l'Italie vaincue mérite un châtiment, mais avec une certaine mesure de clémence véritable — que l'Italie soit donc chargée d'administrer la Libye, à condition qu'elle rende compte de cette même administration devant un conseil de tutelle représentant les Nations unies.

Et tandis que tout le monde demeurerait absorbé par tout cela, voici que nos propres amis turcs leur rappelèrent, avec un doux sourire, que l'Italie n'avait fait que s'emparer de la Libye par la pure force — les Turcs, après tout, ayant exercé leur autorité sur cette même terre jusqu'à ce que les Italiens l'attaquent en 1911. Pourquoi donc la Libye ne serait-elle pas rendue à ses propres véritables propriétaires ? Pourquoi le drapeau turc ne flotterait-il pas de nouveau sur Tripoli, Benghazi et Tobrouk ? Et il compte parmi les faits les plus clairs que les Égyptiens, eux aussi, gouvernèrent la Libye à travers de nombreuses époques : dans l'Antiquité, et au Moyen Âge — l'État fatimide, au Caire, ayant jadis étendu sa propre grande autorité sur la Libye.

Voilà des faits dont nul historien ne doute véritablement, et c'est le propre droit de l'Égypte de raviver sa propre histoire, et son propre droit, en tout état de cause, de sécuriser ses propres frontières. Aussi se présenta-t-elle avec un réel raffinement et une réelle courtoisie — car les Égyptiens sont des gens de réel raffinement et de courtoisie — et avec une réelle pudeur aussi, car ceux qui ont le sens de la pudeur sont, semble-t-il, tous disparus, et seuls les Égyptiens demeurent ! L'Égypte se présenta donc, avec raffinement, courtoisie et pudeur, demandant la tutelle sur la Libye, si la tutelle devait s'avérer inévitable, et demandant aussi, avec raffinement, courtoisie, pudeur et respect, que le peuple libyen lui-même soit consulté — car il pourrait bien souhaiter l'indépendance, et l'Égypte ne verrait nulle objection à le voir indépendant, et à le voir membre de la Ligue des États arabes. Mais l'époque que nous vivons n'est nullement une époque de raffinement, de courtoisie et de pudeur — c'est, plutôt, une époque où ne réussissent

véritablement que ceux dont le cœur s'est endurci, dont la nature s'est desséchée, dont le visage s'est vidé de toute eau de pudeur. Aussi les vainqueurs sourirent-ils à l'Égypte d'un sourire véritablement charmant, et se détournèrent-ils de sa propre demande de tutelle, écartant sa propre proposition de référendum et d'indépendance à la fois.

La plupart des propositions que je vous ai exposées dans ce texte ont déjà été écartées, et il n'en reste plus qu'une seule : que la Libye soit placée sous tutelle — mais la tutelle de qui, exactement ? La Russie dit-elle « la mienne », et la Grande-Bretagne lui répond-elle « non » — tandis qu'une tierce partie tente de trouver quelque moyen de réconcilier ces deux grandes alliées ? Quant au peuple libyen lui-même, nul ne l'a interrogé, et nul ne l'interrogera jamais — car il n'a ni triomphé, ni été vaincu, ni demeuré neutre ; il fut simplement l'objet même d'une lutte entre vainqueurs et vaincus, objet de lutte tout au long de la guerre, et il demeurera objet de lutte tout au long de la paix également. Ainsi la plume l'a-t-elle déjà écrit, et ainsi le jugement en a-t-il déjà décidé.

Et ce qui se produit à l'égard de la Libye se produit à l'égard de bien d'autres parties de la terre, dans tous les pays sur lesquels vainqueurs et vaincus se sont disputés — au point que, si je voulais vous exposer toutes les formes de marchandage en cours autour de l'Afrique orientale, autour des Balkans, autour de la frontière italo-yougoslave, autour des frontières de l'Allemagne de tous côtés, et autour des divers pays d'Extrême-Orient, je me trouverais contraint de compiler pour vous tout un volume considérable, n'emplissant votre propre cœur que de lassitude et d'ennui.

Voici donc la vie nouvelle décrétée pour le monde nouveau — rien d'autre qu'une copie exacte de cette même vie ancienne qui tourmentait jadis le monde ancien. L'humanité, donc, a été condamnée à vivre une vie dont la substance même est le tourment — et quel étonnement y a-t-il là ? Combien de crimes, combien de péchés l'homme commet-il ! Combien il mérite véritablement d'être puni pour ses propres crimes et ses propres péchés ! Sa propre vie, ancienne comme nouvelle, repose sur l'injustice et l'oppression, sur la force et la puissance, sur le marchandage, l'achat et la vente. Ses propres vies individuelles se vendent au prix le plus bas en temps de guerre ; la dignité de ses propres peuples se vend au prix le plus bas en temps de paix — et il n'y a, pour lui, nulle issue à cela, car Abou al-'Ala' ne se trompait pas lorsqu'il disait :

*L'homme peut-il jamais véritablement fuir le royaume de son propre
Seigneur,*

et échapper à une terre, et à un ciel, qui sont Siens ?